

À partir des luttes

Prompt à rassurer et à répondre aux attentes du Medef et autres représentants du patronat, le gouvernement se veut extrêmement ferme avec les salariés. À quelques jours de l'ouverture de la conférence sociale convoquée par le gouvernement, il a suffi que le patronat, dont la boulimie croît exponentiellement avec les cadeaux reçus, se lance dans un chantage sur sa participation, pour que M. Valls, une fois de plus, cède à ses demandes : recul sur les seuils d'effectifs ouvrant droit aux représentations des salariés et report du compte pénibilité.

Ce même Valls n'avait pas, quelques jours plus tôt, de mots assez durs contre les cheminots accusés de faire grève sans raison.

C'est une constante de ce gouvernement Hollande : formater notre société pour qu'elle réponde toujours mieux aux exigences du marché. L'Assemblée nationale vit au rythme de cette volonté. Les budgets sont orientés afin d'assurer encore et encore des allègements fiscaux et sociaux des entreprises : crédit d'impôt compétitivité pour alléger le « *coût du travail* », Pacte de responsabilité pour « *sauver* » la compétitivité.

Et entre deux budgets, l'Assemblée nationale vote la casse du code du travail en remettant en cause les protections liées au contrat de travail (ANI). Comme elle s'apprête à répondre à une autre exigence patronale : la suppression des cotisations sociales. Prélevée sur la richesse créée par le travail, donc sur les profits, elles ne représentent plus que 59 % des revenus de la Sécurité sociale contre 93 % en 1983. Il s'agit de généraliser la CSG supportée essentiellement par les ménages tout en la fusionnant avec l'impôt sur le revenu.

Tout cela au nom de l'emploi mais sans aucune exigence précise. En deux ans de gouvernement Hollande, le chômage officiel a augmenté de plus de 15 %, atteignant le chiffre record de 5,32 millions. Dans le même temps, le chômage de longue durée a augmenté de 26 %.

Et plus le gouvernement fait sauter les soi-disant obstacles à l'embauche des entreprises, plus l'âge du premier emploi recule, plus le chômage des seniors explose (+ 22,5%), plus il devient difficile de trouver un emploi stable : 83,7 % des embauches se font en CDD. La précarité s'installe.

Cette précarité subie, mise sur le devant de la scène par la lutte des intermittents, est insupportable pour le patronat et le gouvernement : non pour ses conséquences humaines, mais parce qu'elle augmente le déficit de l'Unedic !

Il faut donc, toujours dans la même logique de répondre aux exigences du patronat, « *activer le marché du travail* », non par les créations d'emplois qu'on serait légitimement en droit d'attendre, mais par la réduction du niveau d'indemnisation et par le durcissement des conditions d'accès à celle-ci (délais de carence).

Cette politique d'austérité suscite, après les désastres électoraux des municipales et des Européennes, des

réactions jusque dans les rangs du PS. M. Valls est à la manœuvre pour empêcher cette contestation d'enfler : pressions sur les élus PS, manipulations pour éviter les votes négatifs... Nous ne pouvons qu'encourager cette montée de la contestation.

Mais cela ne suffira pas à renverser le rapport des forces. Nous avons besoin d'une très forte montée des luttes dans notre pays. C'est même la seule chose qui peut enrayer la montée de l'extrême droite, redonner aux citoyens le goût de prendre en main leur avenir, et en conséquence ouvrir d'autres horizons que ceux qui semblent s'annoncer pour 2017.

Dans cet objectif, nous devons mettre en débat des propositions qui permettent, du transport ferroviaire à Alstom, en passant par les hôpitaux, les écoles... un développement des services publics, de notre industrie, de l'emploi, des salaires. Ouvrir des perspectives de victoires aux luttes est primordial. On ne gagne pas en dénonçant seulement l'austérité.

Par exemple, pousser au développement des services publics est tellement à rebours de l'idéologie ambiante qu'on ne peut passer que pour de doux rêveurs si cela ne s'accompagne pas de propositions pour sortir de la domination des marchés financiers, notamment avec la mobilisation du pouvoir de création monétaire de la BCE. Il ne s'agit pas d'une question technique réservée à quelques spécialistes, mais d'une question incontournable, déterminante pour l'orientation de l'économie : permettre au crédit de financer des projets pour le développement humain ou continuer à gonfler les opérations financières. En fait, de ces propositions permettant de maîtriser le crédit, découle à l'autre bout la crédibilité de notre proposition d'un Smic à 1 700 € !

Ce sont ces perspectives et leur crédibilité qui peuvent contribuer au développement des luttes. Et ce sont ces luttes qui amorceront le changement social auquel chacun aspire. ■



Gisèle Cailloux